

INITIATIVES

DES MIGRANTS MAROCAINS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

UN NOUVEAU REGARD SUR LA MIGRATION ET SUR LE DÉVELOPPEMENT

YVES BOURRON, médiateur **ET JACQUES OULD AOUDIA**,
chercheur en économie politique du développement (secrétaire général
et président de l'association Migrations & Développement)

Les migrants acteurs du développement de leur pays d'origine? Ce questionnement a surgi dans le débat public au début des années 2000, quand les organisations internationales ont découvert que le total mondial des transferts financiers envoyés par les migrants dans leur pays d'origine représentait un flux trois fois supérieur au montant total de l'aide au développement. La "pensée du développement" s'est enrichie d'un nouvel avatar : les migrants, de par leurs transferts, allaient amorcer le développement..., lequel allait tarir la migration. Ce bel engrenage n'a pas résisté aux analyses ni aux faits! Aujourd'hui, la question est revenue à des enjeux plus réalistes : les migrants ne pourront jamais à eux seuls initier le décollage de leur pays d'origine. Mais, une fois le mouvement amorcé au niveau national, ils peuvent soutenir le développement conçu comme un phénomène endogène à chaque société : maintenant que le décollage est advenu en Chine, les chercheurs, les entrepreneurs, les commerçants et les détenteurs de capitaux de la diaspora chinoise concourent activement au développement de leur pays. En l'absence de dynamique de développement du pays dans son ensemble, l'action des migrants peut avoir des effets significatifs si elle

est concentrée à l'échelle d'une région. De par leur vie à cheval entre Nord et Sud, les migrants ont expérimenté une forme d'ouverture sur d'autres pratiques, d'autres valeurs, tout en gardant celles de leur culture d'origine. Grâce à cette double appartenance, ils ont la légitimité pour transmettre les savoirs acquis au Nord, en les décodant et en les recodant aux normes de leur pays d'origine. Les migrants qui s'engagent ainsi dans la région d'où ils viennent peuvent, à l'échelle d'un territoire, prendre une part majeure à cette élaboration endogène du développement. Une structure, créée dans le milieu des années 1980, illustre ce processus : depuis plus de vingt ans, une poignée de migrants marocains et de non-migrants vivant en France animent une action de développement rural dans l'Anti-Atlas marocain. Une région connaissant le taux de pauvreté monétaire le plus élevé du pays², affectée depuis le milieu des années 1970 par la sécheresse. Une région qui a envoyé dans les villes marocaines et par-delà les mers des milliers d'émigrés depuis cinq décennies.

Sous l'impulsion de Jamal³, ouvrier pendant quinze ans dans une usine d'aluminium des Hautes-Alpes, formé par le syndicalisme et rompu

1. El Mouhoub Mouhoud, "Migrations, diasporas et développement", in *Afkar/Ideas*, n° 34, vol. 6, 2012 ; Jacques Ould Aoudia, "Migrations & Développement : fantasmes et réalités d'une pratique sociale universelle", in Khadija Mohsen-Finan (dir.), *Le Maghreb dans les relations internationales*, Paris, IFRI-CNRS, 2011. 2. Source : Haut Commissariat au plan, Maroc. 3. Yves Bourron, *Jamal, un migrant acteur de développement, la revanche du territoire*, Paris, Publisud, 2011.

Des travailleurs saisonniers agricoles immigrés, 120 Marocains et 120 Tunisiens employés sous contrat OMI (Office de migrations internationales) par une exploitation fruitière, sont assis sur leur lieu de travail et d'habitation près de Saint-Martin-de-Crau, le 14 juillet 2005, alors qu'ils sont en grève depuis trois jours pour réclamer le paiement de leurs heures supplémentaires au titre des années 2004 et 2005 © AFP PHOTO ANNE-CHRISTINE POUJOLAT

aux négociations sociales, des migrants ont créé en 1986 une association, Migrations & Développement (M&D), basée à Marseille⁴. Parmi les premiers au monde à faire le lien entre "migration" et "développement", ils ont mené une action de développement au Sud dans leur région d'origine⁵, combinée au Nord à un travail d'intégration à la société française, à travers un réseau d'associations de migrants marocains. Petit à petit, l'action s'est professionnalisée, réunissant des compétences diverses, françaises ou marocaines, souvent bénévoles : ingénierie, gestion... Des fonds publics et privés ont été obtenus, qui s'ajoutent aux transferts que les migrants effectuent pour les projets collectifs dans leur village

d'origine. D'emblée, l'association a été ouverte aux non-migrants ou à des migrants provenant d'autres pays, ce qui accroît sa crédibilité au Nord comme au Sud et augmente ses capacités d'intervention.

Participation, solidarité, partenariat avec les autorités locales

L'association a construit empiriquement une méthode d'intervention autour de trois principes. Ce sont les villageois et les migrants qui définissent les priorités, financent une partie des projets et gèrent les équipements créés. Ils se constituent en association villageoise, gage de leur autonomisation⁶. M&D joue le rôle de coordination auprès des autres partenaires (communes rurales, administrations, bailleurs) de médiation

4. <http://www.migdev.org/> 5. De Tiznit à Tinghrir, de Marrakech à Tafraout, soit deux fois et demie la taille de la Belgique.

6. M&D en fait une condition nécessaire.

INITIATIVES

entre les acteurs locaux. Elle transfère les compétences nécessaires aux villageois qui gèrent les équipements collectifs créés. Ils ont souvent une longue expérience dans la gestion collective,

notamment dans le domaine de l'irrigation.

Les services collectifs ainsi créés sont payants (électricité, eau, irrigation), mais leur accès est assuré à tous, y compris aux personnes non solvables par des systèmes d'entraide qui mobilisent les traditions de solidarité, où les migrants ont leur place.

Le but de M&D n'est pas de se substituer à l'État. L'association soutient les actions

des villageois et cherche à les articuler avec celles de l'administration. À terme, l'objectif est de se retirer, comme ce fut le cas au début des années 2000 pour l'électrification des villages désormais assurée par l'Office national d'électricité. La démarche du développement endogène est là bien présente, à travers l'application de ces principes qui produisent des résultats durables : les infrastructures demeurent en état de fonctionnement ; les institutions créées (associations villageoises, institutions de gestion des équipements) survivent après le soutien initial de l'association. Adossée à cette méthode, M&D anime les initiatives de développement en s'appuyant sur les acteurs de terrain les plus dynamiques (migrants, présidents d'associations villageoises, coopérateurs, élus locaux...). Au départ, en 1986, M&D a soutenu des actions sur les infrastructures rurales (électrification, adduction d'eau, écoles et dispensaires) et des activités d'échanges Nord/

Sud (chantiers de jeunes). À partir des années 2000, l'association s'est lancée dans le soutien aux activités économiques (irrigation, coopératives agricoles, tourisme rural solidaire). Elle a initié des actions sur l'environnement (assainissement, traitement des déchets, reboisement...) et assuré des formations sur la gouvernance locale (plans communaux de développement). L'ensemble de ces actions menées simultanément aujourd'hui s'intègre dans une vision d'ensemble du développement rural sur le territoire. L'association est "territorialisée" : elle n'a pas vocation à mener des opérations en dehors de son "territoire de légitimité" délimité par la région d'origine des migrants qui l'animent.



Combiner savoirs traditionnels et apports extérieurs

Dans ses fondements, l'action est basée sur le lien permanent établi entre valeurs traditionnelles et apports extérieurs. Parmi les valeurs et savoirs traditionnels, la gestion des ressources rares (eau, terre, énergie), ainsi que le sens de la solidarité organisée, sont aujourd'hui d'une extrême pertinence en termes d'urgences écologiques. Le développement endogène est ainsi conçu à partir des ressources locales en valeurs, en savoirs, mais dans un esprit d'ouverture aux apports extérieurs, des migrants notamment et aussi d'hommes et de femmes du Nord (ingénieurs, élus locaux, gestionnaires) attachés à ce pays et à cette aventure humaine. Ainsi, l'association conçoit le développement comme un processus d'apprentissage, qui alimente un flux d'innovations à la fois sociales et techniques⁷. Ce processus est validé et légitimé par une démarche participative asso-

⁷ Natasha Iskander (New York University), Mohamed Charef (université Ibn Zohr, Agadir), Hassan Ben Halima (fondateur de l'université d'Agadir) et Mohamed Khachani (université Mohamed-V, Rabat) ont participé à la réflexion ici présentée lors d'un Forum organisé par M&D à Taroudannt en mai 2012. ⁸ La démarche participative est le levier majeur du développement. Celui-ci est parfois freiné par une résistance au changement ou par des conflits entre villageois qui bloquent plus ou moins longtemps l'avancée ou même la réalisation des projets.

çant les populations aux programmes, et partenariale mobilisant tous les acteurs concernés⁸. Le point clé de l'action est l'articulation entre la société civile et l'État, dans une difficile négociation permanente. Évalué sur près de trente ans, ce travail a contribué à redonner aux populations et aux migrants de ce territoire confiance dans leurs potentialités et dans le travail collectif : d'une région hostile à ses habitants où la seule alternative était l'émigration, le territoire devient un lieu qui retient ses habitants, et même qui voit certains d'entre eux revenir. Au-delà de l'action de M&D, les milliers d'initiatives dispersées des migrants marocains sur tout le territoire ont infléchi la vision que les autorités avaient du monde rural, de ce "Maroc inutile". D'une vision qui poussait les ruraux à aller rejoindre les services publics des villes, les autorités sont passées à une valorisation du territoire dans son ensemble, avec l'extension de l'école, de l'électrification, de l'adduction d'eau sur tout le pays. Les migrants ont ici joué un rôle certain à l'échelle nationale. Au moment où les crispations identitaires se multiplient tant au nord qu'au sud de la Méditerranée, cette action montre que l'appui sur les identités des territoires, sur les traditions, peut s'effectuer dans l'ouverture, l'échange, la reconnaissance de l'Autre, en faisant reculer, au Nord comme au Sud, les sentiments de repli, d'exclusion, de peur.

✓ Développer une agriculture familiale, performante et durable

Depuis près de cinquante ans, dans la région d'intervention de M&D, les pluies sont devenues à la fois plus rares et plus violentes, réduisant les surfaces cultivables, dégradant les sols. Ainsi, le village de Tagmoute, installé depuis des siècles au confluent de deux oueds au pied du mont Siroua, voit ses cultures en terrasses détruites par les

murs d'eau qui se lancent à chaque crue à l'assaut des berges. Avec les villageois, les migrants et des experts, avec l'administration, l'association étudie les moyens de domestiquer ces éléments pour préserver la vie dans ce village. L'attachement des populations à leur territoire, l'implication des migrants, les savoir-faire accumulés fondent l'objectif de dynamiser l'agriculture de ces régions par une amélioration de l'exploitation de ses ressources (safran, huile d'olive et d'argan, amandes, plantes médicinales, tourisme rural...), donnant ainsi à ses habitants des perspectives de vie sur place. Concrètement, cette orientation met l'eau au cœur de l'action. Retenir l'eau pour retenir les hommes, par la construction de mini-ouvrages hydrauliques avec les villageois : retenues collinaires et petits aménagements sur les oueds à la fois pour réalimenter les nappes phréatiques et briser l'élan destructeur des crues. Cette domestication soutiendra une agriculture diversifiée, intensive en emplois, économe en eau et en énergie, utilisant la fertilisation naturelle. C'est ce que se sont efforcées de faire depuis des siècles les populations locales. Avec un effort de formation dans l'organisation paysanne et l'amélioration de la qualité des produits, ce modèle est celui de l'avenir.

✓ L'action des migrants marocains n'est pas isolée dans le monde

Alors que s'annoncent de nouvelles crises alimentaires au niveau mondial, après celle de 2007-2008, alors que se multiplient les accaparements

Partout, la question de l'échelle de l'action est cruciale : contrairement à ce qui se passe au niveau national, les actions à l'échelle régionale permettent d'associer les acteurs locaux au développement, en tissant des relations de proximité et de confiance entre eux.

INITIATIVES

de terres à fin spéculative dans nombre de pays du Sud (*land grabbing*), ce modèle d'agriculture familiale, performante et durable, longtemps combattu par les organisations internationales en ligne avec les grandes firmes agroalimentaires qui prônent la spécialisation sur les produits d'exportation et le libre-échange, apparaît comme une solution au niveau planétaire⁹.

Partout, la question de l'échelle de l'action est cruciale : contrairement à ce qui se passe au niveau national, les actions à l'échelle régionale permettent d'associer les acteurs locaux au développement, en tissant des relations de proximité et de confiance entre eux. C'est à cette échelle que les migrants peuvent s'insérer dans les processus d'élaboration du développement, au niveau individuel ou collectif, à travers leurs associations.

Depuis toujours et partout où les migrants s'installent, ils œuvrent pour "faire quelque chose" avec leur pays d'origine : depuis des actions humanitaires, des aides ponctuelles (achat d'une ambulance, construction d'une école, d'un centre de soins...), jusqu'à l'intervention dans des programmes intégrés de développement, en passant par des micro-investissements dans leur région d'origine.

Au Mexique, au Sénégal, au Mali, à Madagascar, au Laos, au Vietnam, aux Philippines, au Bénin, au Cameroun¹⁰..., les actions des migrants se consolident autour de projets le plus souvent en zones rurales, puisque c'est de là que provient la majorité d'entre eux dans le monde.

À bas bruit, ces actions menées au niveau des territoires, plus ou moins articulées à celles financées par l'aide publique au niveau des États, élaborent des solutions nouvelles en matière de développement. Elles se font à partir des ressources en argent, en compétences, en valeurs, en réseaux, que les migrants investissent dans la

région d'où ils viennent, tissant ainsi entre Nord et Sud des milliers de liens vivants, en une des dimensions humaines de la mondialisation.

Un fil commun relie ces actions locales aux stratégies nationales : l'élaboration par les sociétés elles-mêmes des options de développement, unique clé de leur devenir. La participation des populations, sous de multiples formes, en est la condition opératoire. De par leurs appartenances multiples, les migrants acteurs du développement participent à l'élaboration d'un nouveau modèle de développement dans leur pays d'origine et revalorisent leur statut dans leur pays d'accueil. ■

9. Marc Dufumier, *Famine au Sud, malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver*, Paris, Nil, 2012.

10. Cette liste n'est pas exhaustive. On peut en savoir plus en s'informant auprès du Forum, plateforme qui regroupe les associations de migrants vivant en France et agissant pour le développement de leur pays d'origine. <http://www.forim.net/>